COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 25 mai 2012
(convocation du 14 mai 2012)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Mai Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à compter de 12h25	Mme. DELATTRE Nathalie à M. DELAUX Stéphan
M. DAVID Alain à M. TOUZEAU Jean à compter de 12h25	M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul à compter de 12h25
Mme. CARTRON Françoise à M. FELTESSE Vincent à compter de 12h	M. EGRON Jean-François à Mme. LIMOUZIN Michèle
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain	Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie à compter de 12h
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe	M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 10h45	M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. FLORIAN Nicolas
M. PIERRE Maurice à Mme. FOURCADE Paulette à compter de 12h	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 9h50
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel	M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme. LIRE Marie Françoise
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à compter de 11h30	Mme. HAYE Isabelle à M. HURMIC Pierre
Mme LACUEY Conchita à M. TURON Jean-Pierre à compter de 12h	M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément à compter de 12h15
M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel à compter de 10h15	M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck
Mme TERRAZA Brigitte à M. FREYGEFOND Ludovic à compter de 10h35	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
M. ASSERAY Bruno à M. CHAUSSET Gérard	M. QUANCARD Denis à M. BOBET Patrick
Mme. BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques à compter de 12h	M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël jusqu'à 10h10
Mme BONNEFOY Christine à M. BONNIN Jean-Jacques à compter de 12h	Mme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. TOUTON Elisabeth
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. FAORO Michèle	M. SIBE Maxime à M. CAZENAVE Charles

LA SEANCE EST OUVERTE

Autorisation d'occupation du sol (AOS) - Permis de construire et déclarations préalables - Règles relatives aux aménagements en surplomb du domaine public routier, sur celui-ci ou en son sous-sol - Décision

Madame LIRE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

Le rapport de présentation :

La Communauté Urbaine de Bordeaux, en sa qualité de propriétaire et gestionnaire du domaine public routier, participe à l'instruction des autorisations d'occupation du sol (AOS), sur les dossiers de demande de permis de construire et de déclarations préalables.

Elle se prononce, notamment, sur le point particulier des débords sur ce domaine public car, comme en dispose le Code de l'Urbanisme, un dossier comportant une pièce exprimant l'accord du gestionnaire du domaine pour ce débord doit être joint à la demande de permis de construire et de déclaration préalable.

Cet accord préalable, indispensable à la délivrance d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable, porte sur les aménagements tels que saillies, marches, rampes d'accès pour personnes handicapées, etc., et ouvertures des portes et fenêtres, projetés en surplomb du domaine public routier sur celui-ci ou en sous-sol.

La réglementation sur laquelle la Communauté Urbaine s'appuie pour vérifier la conformité de ces aménagements est l'arrêté du 30 mars 1967 auquel il est fait référence dans son Règlement général de voirie.

Or, cet arrêté a été abrogé et les règles qu'il énonçait ont été reprises par la circulaire de l'État, n°79-99 du 16 octobre 1979 et celle n°89- 47 du 1^{er} août 1989.

La Communauté Urbaine entend faire sienne cette réglementation et l'intégrer à son Règlement général de voirie, sous la forme du tableau qui suit assorti de dispositions définies par notre Établissement Public, étant précisé que celles-ci s'appliquent aux constructions neuves et aux constructions existantes.

**I - Largeur maximale et hauteur minimale des aménagements en surplomb
du domaine public routier ou sur celui-ci**

A - « Saillies en surplomb du domaine public routier »

Type de saillies	<p align="center"><u>Conditions spécifiques</u> Les mesures ci-dessous sont prises à partir des nus des murs de façade et au-dessus de la retraite du soubassement et à leur défaut, entre alignements.</p>	Largeur maximale de saillie	Hauteur minimale exigée
1. Soubassements		0,05 m	
2. Bandeau (large moulure plate ou bombée)		0,05 m	
3. Colonnes, pilastres, ferrures de portes et fenêtres, jalousies (volets à lamelles mobiles horizontales ou verticales), persiennes, contrevents, appuis de croisées, barres de support, panneaux publicitaires fixes sur une façade à l'alignement		0,10 m	
4. Tuyaux et cuvettes		0,16 m	
5. Devantures de boutiques (dont glaces) Grilles, rideaux et autres clôtures	N'est possible que lorsque la largeur du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, est égale ou supérieure à 1,60 m. Réfection à l'identique lorsqu'il y a un intérêt architectural.	0,16 m	

Type de saillies	<u>Conditions spécifiques</u> Les mesures ci-dessous sont prises à partir des nus des murs de façade et au-dessus de la retraite du soubassement et à leur défaut, entre alignements.	Largeur maximale de saillie	Hauteur minimale exigée
6. Socles de devantures de boutiques	N'est possible que lorsque la largeur du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, est égale ou supérieure à 1,60 m. Réfection à l'identique lorsqu'il y a un intérêt architectural.	0,20 m	
7. Corniches (là où il n'existe pas de trottoir)		0,16 m	
8. Corniches d'entablement, corniches de devantures et tableaux sous corniches dont tous ornements pouvant y être appliqués (lorsqu'il existe un trottoir) <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="181 1227 373 1263">• en plâtre : <li data-bbox="181 1352 557 1388">• tous autres matériaux : 	Toujours, 0,50 m minimum en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, (c'est le nez de la bordure).		
		0,16 m	
		0,50 m	entre 3 m et 3,50 m
		0,80 m	plus de 3,50 m
9. Grilles des fenêtres du rez-de-chaussée		0,16 m	

Type de saillies	<p align="center"><u>Conditions spécifiques</u></p> <p align="center">Les mesures ci-dessous sont prises à partir des nus des murs de façade et au-dessus de la retraite du soubassement et à leur défaut, entre alignements.</p>	Largeur maximale de saillie	Hauteur minimale exigée
10. Lanternes, enseignes lumineuses et non lumineuses, attributs. (circulaire 89-47 du 1 ^{er} août 1989)	La saillie ne peut excéder le dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique.		
	* 0,80 m minimum des plans verticaux élevés à l'aplomb des trottoirs, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne (le nez de la bordure).	0,80 m	2,80 m
	* 0,50 m minimum des plans verticaux élevés à l'aplomb des trottoirs, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne (le nez en bordure).	2 m	3,50 m
	* 0,20 m minimum des plans verticaux élevés à l'aplomb des trottoirs, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne (le nez en bordure).	2 m	4,30 m
11. Petits balcons de croisées au-dessus du rez-de-chaussée		0,22 m	2,20 m (rappel par analogie aux panneaux de signalisation routière)
12. Grands balcons, loggias, bow-windows (oriels) et saillies de toitures	N'est possible que lorsque la largeur de la rue est supérieure à 8 m et celle du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, supérieure à 1,30 m.	0,80 m	3,50 m

Type de saillies	<p align="center">Conditions spécifiques</p> <p align="center">Les mesures ci-dessous sont prises à partir des nus des murs de façade et au-dessus de la retraite du soubassement et à leur défaut, entre alignements.</p>	Largeur maximale de saillie	Hauteur minimale exigée
13. Auvents et marquises :	<ul style="list-style-type: none"> * N'est possible que lorsque la largeur du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, est supérieure à 1,30 m. * 0,50 m minimum en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne (c'est le nez de la bordure). * Si arbres : 0,80 m minimum en arrière de la ligne d'arbres la plus voisine. 	entre 0,80 m et 4 m	3 m
14. Bannes (bâches) * parties les plus saillantes : * parties des supports et organes de manœuvre :	N'est possible que s'il existe un trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne. * 0,50 m minimum en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne (c'est le nez de la bordure). * Si arbres : 0,80 m minimum en arrière de l'axe de la ligne d'arbres la plus voisine.	4 m	2,50 m
15. Châssis basculants * arête inférieure :	N'est possible que lorsque la largeur du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, est supérieure à 1,30 m.	0,16 m	3 m

Type de saillies	<u>Conditions spécifiques</u> Les mesures ci-dessous sont prises à partir des nus des murs de façade et au-dessus de la retraite du soubassement et à leur défaut, entre alignements.	Largeur maximale de saillie	Hauteur minimale exigée
<p>16. Habillage de la façade d'un immeuble, en tout ou partie, en débord de l'alignement (à des fins esthétiques ou revêtements isolants, de tout matériau, de tout type dont les lamelles horizontales ou verticales, fixes ou mobiles)</p> <p>- Articles L.112.4 du Code de la Construction et de l'Habitat - Articles L.112.5 et R.112.3 du Code de la Voirie Routière</p> <p><u>1° Nouvelle construction</u></p> <p>L'article L.112.4 du code de la Construction et de l'Habitat énonce que « les bâtiments <i>neufs</i> doivent, en l'absence d'une permission de voirie, en bordure de la voie publique, <i>être construits droit de la base au sommet</i> ».</p> <p>Or, on ne peut délivrer pour un équipement pérenne, une autorisation d'occupation temporaire (AOT) par permission de voirie qui est toujours à caractère précaire et révocable.</p> <p>L'habillage de la façade d'un immeuble neuf doit donc respecter l'alignement sur le domaine public routier.</p> <p>Toutefois, l'habillage pourra être permis, par analogie aux grands balcons.</p>	<p>N'est possible que lorsque la largeur de la voie, entre les alignements, est supérieure à 8 m et que celle du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, est supérieure à 1,30 m.</p>	0,80 m	3,50 m

Type de saillies	<p align="center"><u>Conditions spécifiques</u> Les mesures ci-dessous sont prises à partir des nus des murs de façade et au-dessus de la retraite du soubassement et à leur défaut, entre alignements.</p>	Largeur maximale de saillie	Hauteur minimale exigée
<p>2° <u>Construction existante</u></p> <p>Toutefois, l'habillage pourra être permis par analogie aux grands balcons.</p>	<p>L'habillage, s'il vient jusqu'au sol et quelle que soit son épaisseur, ne pourra être autorisé qu'à la condition qu'une largeur minimale de 1,40 m de cheminement libre de tout obstacle, soit maintenu sur le trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, conformément à la réglementation relative aux personnes à mobilité réduite.</p> <p>L'habillage, s'il ne vient pas jusqu'au sol et quelle que soit son épaisseur, ne pourra être autorisé qu'à la condition qu'une largeur minimale de 1,40 m de cheminement libre de tout obstacle, soit maintenu sur le trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, conformément à la réglementation relative aux personnes à mobilité réduite.</p> <p>N'est possible que lorsque la largeur de la voie, entre les alignements, est supérieure à 8 m et que celle du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, est supérieure à 1,30 m minimum.</p>	<p>0,20 m</p> <p>0,20 m</p> <p>0,80 m</p>	<p>2,20 m (rappel par analogie aux panneaux de signalisation routière)</p> <p>3,50 m</p>
<p>17. Construction en porte à faux</p>	<p>N'est possible que lorsque la largeur minimale du trottoir, ou l'équivalent trottoir dans une zone de rencontre ou une rue / aire piétonne, est de 1,50 m.</p>	<p>1,50 m</p>	<p>6 m</p>

Type de saillies	<u>Conditions spécifiques</u> Les mesures ci-dessous sont prises à partir des nus des murs de façade et au-dessus de la retraite du soubassement et à leur défaut, entre alignements.	Largeur maximale de saillie	Hauteur minimale exigée
18. Parties constituantes de la construction	Pour les constructions existantes, exclusivement. Les réfections se feront à l'identique.		

B - « Marches et saillies au ras du sol »		
Type de saillies	Principe	Exception
<ul style="list-style-type: none"> - Marches - Bornes - Entrées des caves - Tous ouvrages de maçonnerie en saillie sur les alignements et placés sur la voie publique - Rampes d'accès pour personnes à mobilité réduite (PMR) 	<p style="text-align: center;">Interdiction</p> <p>1° Construction neuve : interdiction</p> <p>La différence de niveau entre le domaine public routier et l'accès PMR doit être gérée en propriété privée.</p> <p>Il en est ainsi, notamment, lorsqu'une côte de seuil supérieure au niveau du domaine public routier est prescrite dans les zones inondables.</p>	<p>Marches / Entrées de caves existantes :</p> <p>Si ces ouvrages sont la conséquence de changements apportés au niveau de la voie publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remplacement et/ou réparation d'ouvrages existants.

	<p>2° Construction existante : interdiction</p> <p>(Faute de place dans le bâtiment pour une rampe, un ascenseur peut être une solution alternative.)</p>	<p>Pour les établissements recevant du public (ERP) : possibilité de réaliser une rampe d'accès pour les personnes à mobilité réduite, sur le domaine public routier existant, aux conditions, cumulables, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * avoir rigoureusement démontré l'impossibilité technique, d'aménager les locaux en partie privative (impossibilité liée à la présence d'éléments participant à la solidité du bâtiment, tels que murs, plafonds, planchers, poutres ou poteaux). × L'impossibilité technique, rigoureusement démontrée, ne peut être que très limitée et ne saurait constituer la majorité des cas. × Le coût induit par les aménagements, à l'intérieur des locaux, même s'il est élevé, ne peut être considéré comme une impossibilité technique. × L'argument, d'un immeuble classé, qui pourrait être avancé, devra être vérifié auprès de l'Architecte des Bâtiments de France dont l'avis devra être fourni par le demandeur. * avoir une largeur de trottoir suffisante pour garantir un cheminement de 1,40 m, minimal, de large, libre de tout obstacle, après
--	--	---

réalisation de la rampe.

- * procédure de cession, au propriétaire de l'immeuble :
 - × soit, de l'emprise de la rampe d'accès, au minimum,
 - × soit, si l'intérêt du domaine public routier le justifie, tout ou partie du trottoir sur la longueur de l'immeuble et correspondant à la largeur de la rampe.

Dans l'impossibilité de remplir l'une ou plusieurs de ces conditions,

l'installation d'un plan incliné rétractable, en remplacement, sera autorisée à titre **strictement dérogatoire** et il est nécessaire de limiter ce dispositif aux établissements recevant du public (ERP), seuls à même de garantir une gestion rigoureuse de celui-ci.

La demande doit être étudiée au **cas par cas**, au regard des conditions citées plus haut et sous réserve de l'accord des services de la commission de sécurité qui devra être sollicitée.

L'autorisation est donnée, par le maire, par la délivrance d'un arrêté d'autorisation d'occupation temporaire (AOT), par permis de stationnement.

C - « Ouverture des portes et volets »		
Type	Principe	Exception
- Portes	Ouverture sur la voie publique, interdite. Mais : les normes de sécurité exigent que les portes s'ouvrent sur le dehors. Donc : réalisation d'un sas équivalent à la largeur du battant de la porte.	<ul style="list-style-type: none"> * Sorties de secours, dans les bâtiments recevant du public et non utilisées en temps normal ; * Équipements électriques (transformateurs ERDF) lorsque leur porte <i>s'ouvre par l'extérieur</i>, sont autorisés, <i>à l'alignement</i>, à condition que cette porte, lorsqu'elle est ouverte à l'occasion de toute intervention, soit plaquée contre la façade de l'immeuble et fixée sur celle-ci.
Type	Principe	Exception
- Volets	Ceux du rez-de-chaussée doivent se rabattre sur le mur de la façade et y être fixés.	
II - « Aménagements et équipements en sous-sol (sous le trottoir ou la chaussée)		
Type	Principe	Exception
<ul style="list-style-type: none"> • cours anglaises • caves et galeries • tirants • micropieux • soutènements provisoires lors d'une opération immobilière 	Interdiction	<p>Éventuellement pour les soutènements provisoires (palplanches, parois berlinoises) sur le domaine public routier, contact devra être pris avec le service instructeur de la Communauté Urbaine de Bordeaux.</p> <p>Ces équipements devront être enlevés à l'issue des travaux.</p>

Il apparaît, dès lors, nécessaire :

- d'adopter ces dispositions, valant mise à jour partielle du Règlement général de voirie de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Construction et de l'Habitat,

VU les circulaires de l'État n°79-99 du 16 octobre 1979 et n°89-47 du 1^{er} août 1989,

ENTENDU le rapport de présentation,

Considérant :

Qu'afin d'instruire, de manière circonstanciée, les dossiers de demande de permis de construire et de déclarations préalables quant aux conséquences de ces projets sur le domaine public routier, il convient que la Communauté Urbaine de Bordeaux s'appuie sur un cadre réglementaire.

DECIDE

Article 1 :

Le cadre réglementaire relatif aux aménagements projetés en surplomb du domaine public routier ou sur celui-ci et que sont les saillies, les marches, les rampes d'accès pour personnes handicapées, etc., et les ouvertures des portes et volets, est approuvé.

Article 2 :

La présente délibération vaut mise à jour, partielle, du Règlement général de voirie de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 mai 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
la Vice-Présidente,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
15 JUIN 2012**

PUBLIÉ LE : 15 JUIN 2012

Mme Marie-Françoise LIRE